

Art. 9. In artikel 18 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De dienst vraagt een financiële bijdrage aan de ouders van de opgevangen kinderen en voorziet in de mogelijkheid van een vermindering rekening houdend met de financiële en sociale toestand van de ouders. De financiële bijdrage mag niet het maximumbedrag overschrijden dat door de Minister van Kind vastgesteld wordt op voorstel van de Dienst en moet in het huishoudelijk reglement van de dienst bepaald worden. ».

Art. 10. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 20. Bij verslechtering van de gezondheidstoestand van het kind tijdens een opvang verwittigt de kinderopvangster onmiddellijk de ouders en contacteert hij(zij) de behandelende arts of een arts vermeld door de opvangdienst voor zieke kinderen of de dichtsbijzijnde medische dienst, of doet hij(zij) een beroep op de dringende medische hulp. ».

Art. 11. In artikel 31 van hetzelfde besluit wordt een lid tussen het tweede en derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de FESC-projecten omvatten de steun en subsidies voor de tewerkstelling bedoeld in het vorige lid de steun en subsidies die vastgesteld worden bij de simulatie gemaakt tijdens de overgangperiode voor het jaar 2015. ».

Art. 12. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De nadere regels en de voorwaarden voor de verantwoording van de toegekende subsidies worden uitvoerig beschreven in een administratieve en financiële gids die door de Dienst wordt uitgewerkt. ».

Art. 13. In hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een artikel 42/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 42/1. De FESC-projecten die, na de overgangperiode bedoeld in artikel 40, § 2, niet beantwoorden aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in hoofdstuk II, afdeling 1 en/of de subsidiëeringsvoorwaarden bedoeld in artikel 29, komen in aanmerking voor een aanpassingsperiode van 2 jaar om zich te schikken naar de criteria.

Tijdens deze aanpassingsperiode kent de Dienst een subsidie toe aan FESC-projecten die in aanmerking willen komen voor deze periode waarvan het bedrag gelijk is aan het bedrag ontvangen tijdens de overgangperiode, dat geïndexeerd wordt door op de bedragen van het vorige burgerlijk jaar de verhouding toe te passen tussen het gezondheidsindexcijfer van januari van het lopende burgerlijk jaar en het indexcijfer van januari van het vorige burgerlijk jaar. ».

Art. 14. In artikel 43 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid aangevuld als volgt « behalve voor de diensten vermeld onder punt 2 voor zover ze met minder dan drie kinderopvangsters werken ».

Art. 15. De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

Brussel, 20 december 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/10136]

20 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié, les articles 35 et 35/1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié, les articles 26/1, 26/3, 26/4, 26/5, 26/7, 26/8, 26/10, 26/11, 30/1 et 30/3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juin 2014 portant approbation de l'avenant n° 1 au contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2013-2018;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 21 juin 2017;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 23 novembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2017;

Vu l'urgence motivée par le fait que les modifications réglementaires proposées par le présent arrêté sont indispensables pour le maintien de l'activité et l'emploi des opérateurs d'accueil anciennement subventionnés par le Fonds des Équipements et des Services Collectifs (FESC);

Que, suite à la dissolution du FESC lors de la 6ème réforme de l'Etat, la Communauté française a décidé de poursuivre les missions de ce Fonds tout en les intégrant dans les réglementations existantes pour le secteur de l'accueil des enfants;

Qu'à cette fin, le Gouvernement de la Communauté française a approuvé le 17 décembre 2014 un arrêté modifiant l'arrêté du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire pour fixer les critères d'agrément et de subventionnement, ainsi que les modalités de subventionnement auxquels seront soumis ces opérateurs;

Qu'afin de maintenir l'offre d'accueil des opérateurs et de sauvegarder l'emploi existant, le Gouvernement de la Communauté française a décidé en 2014 d'instaurer une période transitoire au cours de laquelle les dispositions prévues dans les arrêtés du 17 décembre 2014 sont testées et confrontées aux réalités du terrain, ceci dans le but de voir si la réglementation précitée permet de rencontrer l'objectif visé;

Que les résultats du test à blanc réalisé pendant la période transitoire transmis fin octobre et mi-novembre 2017 à la Ministre de l'Enfance ont démontré l'importance de modifier la réglementation précitée pour sauvegarder l'activité et l'emploi des opérateurs;

Que la période transitoire se clôture le 31 décembre 2017;

Que les conséquences pour les opérateurs seront importantes si le présent arrêté n'est pas approuvé par le Gouvernement de la Communauté française avant cette date, notamment en termes de diminution de subventions pouvant aller jusqu'à plus de 50% pour plus de 58% d'entre eux;

Que la situation aura donc un impact financier important pour les opérateurs d'accueil concernés mais également un impact important en termes de charges administratives pour eux et pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance chargé de gérer ces agréments et subventionnement, notamment le fait de devoir organiser et gérer deux systèmes de subventionnement différents au cours d'une seule année civile;

Qu'il convient qu'afin de garantir la continuité et une stabilité à ces opérateurs d'accueil, le présent arrêté soit adopté avant la fin de la période transitoire prévue le 31 décembre 2017;

Vu l'avis n° 62.633/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 décembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le « test genre » du 21 novembre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Minsitre de la Culture et de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 26/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, inséré par l'arrêté du 17 décembre 2014, les mots « à l'article 35/1 » sont remplacés par les mots « à l'article 35, § 2 ».

Art. 2. L'article 26/3 du même arrêté, inséré par l'arrêté du 17 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Article 26/3. § 1^{er}. L'Office octroie une subvention de type 2, sur base de l'article 35, § 2, du décret, aux opérateurs de l'accueil qui respectent toutes les conditions suivantes :

1° l'opérateur de l'accueil répond aux conditions d'agrément de l'article 27 du décret. L'opérateur de l'accueil qui organise un accueil sur le territoire d'une commune où il n'y a pas encore de programme CLE agréé conformément aux articles 23 à 26 du décret, peut bénéficier de la dérogation prévue à l'article 27, § 2, 1° du décret à condition d'introduire une demande de renouvellement d'agrément tous les 5 ans conformément à l'article 27 du décret;

2° l'opérateur de l'accueil est retenu dans une programmation conformément aux articles 22/3 à 22/5 du décret O.N.E. A cette fin, il introduit un dossier complet qui comprend au minimum les éléments prévus à l'article 15, § 2, du décret qui font l'objet d'une validation au plus tard dans l'année qui suit l'introduction du dossier selon une procédure définie par l'Office;

3° l'opérateur de l'accueil garantit une offre qui assure une continuité pédagogique, affective et spatio-temporelle à l'enfant et aux parents tout au long de l'année;

4° l'opérateur de l'accueil doit proposer aux familles une offre d'accueil qui couvre :

a) au minimum 220 jours par an, les jours fériés qui tombent pendant les semaines d'ouverture de l'opérateurs de l'accueil sont considérés comme des jours ouverts;

b) pendant les périodes scolaires : au minimum 23,5 heures par semaine avec au minimum 16 heures par semaine par lieu d'accueil, réparties du lundi au vendredi.

Par dérogation, dans le cas où l'opérateur de l'accueil organise l'accueil d'un même groupe d'enfants sur plusieurs lieux à différents moments de la semaine afin de proposer un accueil de meilleure qualité, les horaires des différents lieux qui accueillent ce même groupe d'enfant son cumulés pour apprécier le respect de la condition des 16 heures d'ouverture par lieu d'accueil;

c) Pendant les périodes de vacances scolaires : au minimum 7 semaines avec une accessibilité d'au moins 10 heures par jour;

5° l'opérateur de l'accueil possède un projet d'accueil conforme à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil. Pour être complet, ce dernier comporte un règlement d'ordre intérieur.

L'opérateur de l'accueil développe un plan d'amélioration de la qualité selon un modèle défini par l'Office. Ce plan est renouvelé tous les cinq ans;

6° l'opérateur de l'accueil engage du personnel d'accueil et d'encadrement dont l'extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 2 du Code d'instruction criminelle est vierge de toutes décisions ou condamnations pour des faits commis à l'égard d'un mineur et vierge de toute interdiction d'exercer une activité qui le mettrait en contact avec des mineurs, décidée par un juge ou une juridiction d'instruction en application de l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive;

7° l'opérateur de l'accueil assure la présence au minimum d'un(e) accueillant(e) extrascolaire pour 14 enfants. Ce taux d'encadrement est calculé en divisant le nombre de journées de présence réalisées sur une année civile par le nombre réel de jours d'ouverture sur l'année concernée et par le nombre total d'accueillant(e)s extrascolaires en équivalent temps plein.

Les personnes prises en compte dans les normes d'encadrement sont :

a) les personnes engagées sous un contrat de travail conforme à la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail et qui répondent aux exigences de qualification reprises aux articles 18 à 20 du décret;

b) les agents statutaires de la fonction publique, qui répondent aux exigences de qualification reprises aux articles 18 à 20 du décret.

§ 2. Dans le cadre de la programmation visée au § 1^{er}, 2^o, et dans les limites des moyens disponibles, l'Office octroie à chaque opérateur de l'accueil retenu dans celle-ci :

1. l'agrément s'il n'est pas déjà agréé après vérification du respect des conditions d'agrément prévues à l'article 27 du décret;

2. le droit à la subvention de type 2 pour une capacité subsidiable qu'il détermine et qui correspond au nombre de journées de présence subsidiables sur une période d'un an.

La capacité subsidiable peut être inférieure ou égale à la capacité d'accueil de l'opérateur de l'accueil.

En cas de perte des aides et subventions à l'emploi déduites de la subvention annuelle visée à l'article 26/4, § 1^{er}, alinéa 2, l'Office peut fixer une nouvelle capacité subsidiable. ».

Art. 3. L'article 26/4 du même arrêté, inséré par l'arrêté du 17 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Article 26/4. § 1^{er}. Pour chaque opérateur de l'accueil agréé et subventionné de type 2, l'Office octroie une subvention annuelle calculée sur base de la capacité subsidiable fixée en vertu de l'article 26/3, § 2 et qui se compose de trois parties :

1^o la somme des forfaits individualisés « accueillant(e)s extrascolaires ».

Ce forfait est déterminée par l'Office qui prend en compte, à cette fin : la rémunération brute calculée sur base au maximum des barèmes de référence fixés à l'annexe 6 du présent arrêté et de l'ancienneté moyenne des accueillant(e)s extrascolaires en fonction au sein de l'opérateur de l'accueil et dont la charge salariale est couverte par cette subvention, les charges patronales calculées sur la rémunération brute plafonnée aux barèmes repris à l'annexe 6, les charges patronales extra-O.N.S.S., le pécule de vacances et la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes.

L'Office octroie à l'opérateur de l'accueil un nombre de forfaits en fonction de sa capacité subsidiable définie à l'article 26/3, § 2, et des normes suivantes :

a) un quart temps par tranche complète de 770 journées de présence subsidiables entre la première et la 7.700^{ème} journée de présence subsidiable;

b) un mi-temps par tranche complète de 1.540 journées de présence subsidiables à partir de la 7.701^{ème} journée de présence subsidiable;

2^o la somme des forfaits individualisés « responsables de projet ».

Ce forfait est déterminée par l'Office qui prend en compte, à cette fin : la rémunération brute calculée sur base au maximum des barèmes de référence fixés à l'annexe 6 du présent arrêté et de l'ancienneté moyenne des responsables de projet en fonction au sein de l'opérateur de l'accueil et dont la charge salariale est couverte par cette subvention, les charges patronales calculées sur la rémunération brute plafonnée aux barèmes repris à l'annexe 6, les charges patronales extra-O.N.S.S., le pécule de vacances et la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes.

L'Office octroie à l'opérateur de l'accueil un nombre de forfaits en fonction de sa capacité subsidiable définie à l'article 26/3, § 2, et des normes suivantes :

a) un quart temps par tranche entamée de 7.700 journées de présences subsidiables jusqu'à la 15.400^{ème} journée de présence subsidiables;

b) un mi-temps par tranche complète de 15.400 journées de présence subsidiables à partir de la 15.401^{ème} journée de présence subsidiables.

Si l'opérateur de l'accueil perçoit des subventions pour un accueil extrascolaire flexible en vertu de l'article 35/1 du décret, les journées de présences subsidiables reprises dans la capacité subsidiables de l'accueil extrascolaire flexible visée à l'article 26/10, § 2 du présent arrêté sont ajoutées aux journées de présences subsidiables reprises dans la capacité subsidiable de l'accueil extrascolaire visée à l'article 26/3, § 2 pour calculer le nombre de forfait « responsable de projet » promérité;

3^o Le forfait « frais de fonctionnement » dont le montant équivaut à 10% de la somme des forfaits repris aux points 1 et 2 avant les déductions prévues à l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}.

L'Office déduit, des forfaits visés aux points 1^o et 2^o, les aides à l'emploi octroyées par les Régions, en ce compris les réductions de cotisation sociale, et les subventions à l'emploi octroyés par une autre disposition légale, décrétole ou réglementaire et affectées aux postes d'accueillant(e)s extrascolaires et de responsable de projet.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les aides et subventions à l'emploi qui permettent de couvrir les charges salariales des postes de travail « accueillant(e) extrascolaire » et « responsable de projet » surnuméraires par rapport à la somme des forfaits visés aux points 1^o et 2^o en équivalent temps plein, ne sont pas déduits des forfaits visés aux points 1^o et 2^o.

Si l'opérateur de l'accueil est un projet FESC, qu'il est également reconnu en vertu du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs et qu'il a bénéficié en 2016 d'une subvention compensatoire établie en application de l'article 30/3, le nombre de journées de présence subsidiables de ou des écoles de devoirs concernées est majoré de 50% pour calculer le nombre de forfaits « accueillant(e)s extrascolaires » et « responsable de projet » visés aux points 1^o et 2^o du premier alinéa.

§ 2. La somme des forfaits repris au § 1^{er}, aides et subventions à l'emploi déduites, constitue le montant maximum de la subvention de type 2 accordé annuellement par l'Office.

Les participations financières des parents ne sont pas déduites de ce montant.

§ 3. Les barèmes de références déterminés à l'annexe 6 du présent arrêté sont soumis à l'évolution de l'indice des prix à la consommation qui détermine l'indexation automatique des salaires. »

Art. 4. § 1^{er}. Dans l'article 26/5 du même arrêté, inséré par l'arrêté du 17 décembre 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1^o au § 1^{er}, les mots « 1^{er} octobre au 30 septembre de l'année suivante » sont remplacés par les mots « 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année »;

2° au § 2 :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « à 20% » sont remplacés par les mots « à 22.5% »;

b) à l'alinéa 2, 1^{er} tiret, les mots « de l'ensemble des journées de présences réalisées sur les lieux » sont remplacés par les mots « de l'activité, à savoir le nombre de journées de présence réalisées sur chaque lieu d'accueil »;

3° au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « décembre de » sont remplacés par les mots « mars qui suit » et le mot « ONE » est remplacé par le mot « Office ».

§ 2. L'article 26/5 du même arrêté, inséré par l'arrêté du 17 décembre 2014, est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit : « § 4. Au-delà des délais fixés aux §§ 2 et 3, la demande est irrecevable de plein droit, sauf cas de force majeure. ».

Art. 5. Dans l'article 26/7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « un autre pouvoir public » sont remplacés par « une autre disposition légale, décrétable ou réglementaire »;

2° le paragraphe 2 est complété par les mots « , ainsi que les indemnités de volontariat »;

3° le paragraphe 3 de l'article 26/7 du même arrêté, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le personnel visé au § 1^{er} peut être affecté pour une fonction identique de manière ponctuelle à des missions autres que l'accueil extrascolaire organisées par l'opérateur de l'accueil pour lequel il est occupé habituellement. ».

Art. 6. Dans l'article 26/8 du même arrêté, inséré par l'arrêté du 17 décembre 2014, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 7. Dans le même arrêté, l'intitulé de la Sous-Section 2 de la Section IV du chapitre 9, insérée par l'arrêté du 17 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit : « Les conditions d'octroi de la subvention complémentaire et le calcul de l'enveloppe annuelle de subvention. ».

Art. 8. L'article 26/10 du même arrêté, inséré par l'arrêté du 17 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Article 26/10. § 1^{er}. L'Office octroie une subvention complémentaire, sur base de l'article 35/1 du décret, aux opérateurs de l'accueil qui respectent toutes les conditions suivantes :

1° l'opérateur de l'accueil est agréé en vertu de l'article 27 du décret et perçoit d'une subvention de type 1 ou 2 sur base de l'article 35, § 1^{er} ou § 2 pour le lieu concerné;

2° l'opérateur de l'accueil est retenu dans une programmation conformément aux articles 22/3 à 22/5 du décret O.N.E.

A cette fin, il introduit un dossier complet qui comprend au minimum les éléments prévus à l'article 15, § 2 du décret qui font l'objet d'une validation au plus tard dans l'année qui suit l'introduction du dossier selon une procédure définie par l'Office;

3° l'opérateur de l'accueil doit offrir, sur le lieu d'accueil concerné, une ouverture :

a) d'au minimum 220 jours par an, les jours fériés qui tombent pendant les semaines d'ouverture de l'opérateur de l'accueil sont considérés comme des jours ouverts;

b) pendant l'année scolaire, d'au minimum 15 heures, en moyenne trimestrielle, en périodes flexibles réparties du lundi au vendredi, en plus des heures prises en compte pour la subvention de type 1 ou 2;

c) pendant la période de vacances scolaires, d'au minimum 9 heures en période flexibles réparties du lundi au vendredi, en plus des heures prises en compte pour la subvention de type 1 ou 2;

4° l'opérateur de l'accueil peut demander une participation financière d'au maximum 2 euros par heure pour les périodes flexibles. Ce montant est indexé, à partir de l'année civile 2018, en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice général des prix à la consommation de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente;

5° l'opérateur de l'accueil possède un projet d'accueil conforme à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil. Celui-ci doit être adapté aux spécificités de ce type d'accueil, notamment les horaires décalés, l'importance des passages d'informations, la prise en compte des rythmes de l'enfant. Pour être complet, le projet d'accueil comporte un règlement d'ordre intérieur.

L'opérateur de l'accueil développe un plan d'amélioration de la qualité selon un modèle défini par l'Office. Ce plan est renouvelé tous les cinq ans;

6° l'opérateur de l'accueil engage du personnel d'accueil et d'encadrement dont l'extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 2 du Code d'instruction criminelle est vierge de toutes décisions ou condamnations pour des faits commis à l'égard d'un mineur et vierge de toute interdiction d'exercer une activité qui le mettrait en contact avec des mineurs, décidée par un juge ou une juridiction d'instruction en application de l'article 35, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive;

7° l'opérateur de l'accueil doit fournir, par lieu d'accueil, un encadrement d'un(e) accueillant(e) extrascolaire pour 12 enfants présents.

Les personnes prises en compte dans les normes d'encadrement sont :

a) les personnes engagées sous contrat de travail conforme à la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail et qui répondent aux exigences de qualification reprises aux articles 18 à 20 du décret;

b) les agents statutaires de la fonction publique, qui répondent aux exigences de qualification reprises aux articles 18 à 20 du décret.

§ 2. Dans le cadre de la programmation visé au § 1^{er}, 2°, et dans les limites des moyens disponibles, l'Office octroie à chaque opérateur de l'accueil retenu dans celle-ci le droit à la subvention complémentaire pour une capacité subsidiable qu'il détermine et qui correspond au nombre de journées de présence subsidiables sur une période d'un an.

La capacité subsidiable peut être inférieure ou égale à la capacité d'accueil d'un opérateur de l'accueil.

En cas de perte des aides et subventions à l'emploi visés à l'article 26/11, § 1^{er}, alinéa 2, l'Office peut fixer une nouvelle capacité subsidiable. ».

Art. 9. L'article 26/11 du même arrêté, inséré par l'arrêté du 17 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Article 26/11. § 1^{er}. Pour chaque opérateur de l'accueil subventionné pour un accueil extrascolaire flexible, l'Office octroie une subvention annuelle calculée sur base de la capacité subsidiable fixée à l'article 26/10, § 2 et qui se compose de deux parties :

1° la somme des forfaits individualisés « accueillant(e)s extrascolaire ».

Ce forfait est déterminée par l'Office qui prend en compte, à cette fin : la rémunération brute calculée sur base au maximum des barèmes de référence fixés à l'annexe 6 du présent arrêté et de l'ancienneté moyenne des accueillant(e)s extrascolaires en fonction au sein de l'opérateur de l'accueil et dont la charge salariale est couverte par cette subvention, les charges patronales calculées sur la rémunération brute plafonnée aux barèmes repris à l'annexe 6, les charges patronales extra-O.N.S.S., le pécule de vacances et la prime de fin d'année et les charges O.N.S.S. y afférentes.

L'Office octroie à l'opérateur de l'accueil un nombre de forfaits en fonction de sa capacité subsidiable définie à l'article 26/10, § 2, et de la norme d'un mi-temps par tranche complète de 2.023 journées de présence subsidiables. Par dérogation, le premier forfait est octroyé dès la première journée de présence subsidiable;

2° le forfait « frais de fonctionnement » dont le montant équivaut à 15% de la somme des forfaits repris au point 1°, avant les déductions prévues à l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er}.

L'Office déduit des forfaits visés au point 1° les aides à l'emploi octroyées par les Régions en ce compris les réductions de cotisations de sécurité sociale, et des subventions à l'emploi octroyées en vertu d'une autre disposition légale, décrétable ou réglementaire et affectées aux postes d'accueillant(e)s extrascolaire ou de responsable de projet dans l'accueil extrascolaire flexible.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les aides et subventions à l'emploi qui permettent de couvrir les charges salariales des poste de travail « accueillant(e) extrascolaire » et « responsable de projet » surnuméraires par rapport à la somme des forfaits visés aux points 1° et 2° en équivalent temps plein, ne sont pas déduits des forfaits visés aux points 1° et 2°.

§ 2. La somme des forfaits repris au § 1^{er}, aides et subventions à l'emploi déduites, constitue le montant maximum de la subvention de type 2 accordé annuellement.

Les participations financières des parents ne sont pas déduites de ce montant.

§ 3. Les barèmes de références déterminés à l'annexe 6 du présent arrêté sont soumis à l'évolution de l'indice des prix à la consommation qui détermine l'indexation automatique des salaires. ».

Art. 10. § 1^{er}. Dans l'article 30/1 du même arrêté, alinéa 5, inséré par l'arrêté du 17 décembre 2014, les mots « de l'art. 27/7 » sont remplacés par les mots « de l'article 26/6 ».

§ 2. Dans l'article 30/1 du même arrêté, l'alinéa 7 est remplacé par ce qui suit :

« A l'échéance de la période transitoire, l'Office fixe la capacité subsidiable des projets FESC en application du présent arrêté et les agrée d'office, au plus tard un an après la fin de la période transitoire, après vérification de ce qu'ils rencontrent les dispositions prévues par le décret. L'Office notifie à chacun des opérateurs la ou les décision(s) d'agrément qui le concerne(nt) et à chaque commune qui dispose d'un programme CLE les décisions d'agrément relatives aux projets FESC actifs sur son territoire. ».

Art. 11. Dans le chapitre X du même arrêté, il est inséré un article 30/1/1 rédigé comme suit :

« Article 30/1/1. Les projets FESC qui, à l'issue de la période transitoire visée par l'article 30/1, ne satisfont pas aux conditions de subventionnement de l'accueil extrascolaire de type 2 telles que prévues par l'article 26/3 ou aux conditions de subventionnement de l'accueil extrascolaire flexible telles que prévues par l'article 26/10, bénéficient d'une période d'adaptation de 2 ans en vue de se conformer aux critères.

Pendant cette période d'adaptation, l'Office octroie une subvention aux projets FESC qui souhaitent bénéficier de cette période dont le montant est équivalent au montant perçu durant la période transitoire, indexée en appliquant aux montants de l'année civile précédente le rapport entre l'indice santé de janvier de l'année civile en cours et l'indice de janvier de l'année civile précédente. ».

Art. 12. L'article 30/3 du même arrêté, inséré par l'arrêté du 17 décembre 2014, les mots « au titre d'école de devoirs ou de centre de vacances » sont remplacés par les mots « en vertu du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, en vertu du décret du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances ou de l'article 35 § 1^{er} du décret en tant qu'opérateurs d'accueil extrascolaire de type 1 ».

Art. 13. Dans le chapitre X du même arrêté, sont insérés les articles 30/5 à 30/8 rédigés comme suit :

« Article 30/5. Par dérogation à l'article 26/3, après la période transitoire visé à l'article 30/1, l'Office peut octroyer la subvention de type 2 aux projets FESC dont le taux d'encadrement est moins bon que celui visé au 7° du même article pour l'ensemble de sa capacité d'accueil pour autant que :

1° sa capacité subsidiable définie en vertu de l'article 26/3, § 2, est inférieure à la capacité d'accueil;

2° l'opérateur de l'accueil respecte les modalités de l'article 16, § 1^{er} du décret;

3° l'opérateur de l'accueil garanti le maintien du volume d'emploi statutaire et/ou contractuel au sein de l'accueil concerné.

Article 30/6. Par dérogation à l'article 26/7, § 1^{er}, pour les projets FESC, la subvention de type 2 peut couvrir des charges salariales de personnes qui exercent une autre fonction que celles d'accueillant(e) extrascolaire ou de responsable de projet pour autant que ces charges salariales étaient précédemment couvertes par la subvention FESC en 2014 et tant que les personnes sont toujours en fonction.

Lors d'un changement de personne, la subvention de type 2 doit prioritairement être réaffectée sur des personnes qui exercent les fonctions d'accueillant(e) extrascolaire ou de responsable de projet.

L'opérateur de l'accueil qui fait usage de cette dérogation est par ailleurs tenu de respecter le taux d'encadrement visé à l'article 26/3, 7°.

Article 30/7. Par dérogation à l'article 26/7, § 2, la partie de la subvention de type 2 qui permet de prendre en charge les frais de fonctionnement n'est pas plafonnée pour les projets FESC qui sont reconnus en vertu du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs et qui ont bénéficié en 2016 d'une subvention compensatoire établie en application de l'article 30/3.

Article 30/8. Par dérogation à l'article 26/3, 4°, après la période transitoire visée à l'article 30/1, l'Office octroie la subvention de type 2 aux projets FESC qui sont également reconnus en vertu du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs et qui ont bénéficiés en 2016 d'une subvention compensatoire établie en application de l'article 30/3 même si les horaires d'ouverture ne rencontrent pas le minimum visé au point 4° mais pour autant qu'il organise un accueil qui couvre :

- a) au minimum 220 jours par an, les jours fériés qui tombent pendant les semaines d'ouverture de l'opérateur de l'accueil sont considérés comme des jours ouverts;
- d) pendant les périodes scolaires : au minimum 16 heures par semaine réparties du lundi au vendredi;
- b) Pendant les périodes de vacances scolaires : au minimum 7 semaines avec une accessibilité d'au moins 9 heures par jour. ».

Art. 14. Le Ministre qui a l'Enfance dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Bruxelles, le 20 décembre 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/10136]

20 DECEMBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, zoals gewijzigd, de artikelen 35 en 35/1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, zoals gewijzigd, de artikelen 26/1, 26/3, 26/4, 26/5, 26/7, 26/8, 26/10, 26/11, 30/1 en 30/3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juni 2014 tot goedkeuring van het aanhangsel nr. 1 bij de beheersovereenkomst van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" 2013-2018;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 21 juni 2017;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 november 2017;

Gelet de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 7 december 2017;

Overwegende dat er dringende noodzakelijkheid bestaat, omdat de door dit besluit voorgestelde reglementaire wijzigingen onontbeerlijk zijn voor het behoud van de activiteit en de betrekkingen van de opvangoperatoren die vroeger door het FESC ("Fonds d'Équipement et de Services collectifs" – Fonds voor uitrusting en collectieve diensten") werden gesubsidieerd;

Dat de Franse Gemeenschap, ten gevolge van de ontbinding van het FESC bij de Zesde Staatshervorming, heeft beslist de opdrachten van dat Fonds voort te zetten, door deze op te nemen in de bestaande reglementeringen voor de sector kinderopvang;

Dat de Regering van de Franse Gemeenschap op 17 december 2014 daartoe een besluit heeft goedgekeurd dat het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang wijzigt, om de erkennings- en subsidiëeringscriteria vast te stellen, en om de nadere subsidiëeringsregels vast te stellen die deze operatoren zullen moeten naleven;

Dat de Regering van de Franse Gemeenschap, om het opvangaanbod van operatoren en de bestaande betrekkingen te behouden, in 2014 heeft beslist een overgangperiode in te stellen gedurende welke de in de besluiten van 17 december 2014 vastgestelde bepalingen worden getest en getoetst aan de realiteit van de werkvloer, om na te kijken of de voormelde reglementering het mogelijk maakt om het beoogde doel te bereiken;

Dat de resultaten van de gedurende de overgangperiode uitgevoerde blanco-test, die einde oktober en midden-november 2017 aan de Minister van Kind werden meegedeeld, hebben aangetoond dat het belangrijk is de voormelde reglementering te wijzigen om de activiteit en de betrekkingen van de operatoren te beveiligen;

Dat de overgangperiode op 31 december 2017 eindigt;

Dat de gevolgen voor de operatoren belangrijk zullen zijn indien dit besluit niet vóór die datum door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt goedgekeurd, inzonderheid inzake vermindering van de subsidies die tot meer dan 50 % voor meer dan 58 % onder hen kunnen bedragen;

Dat de toestand bijgevolg belangrijke financiële gevolgen zal hebben voor de betrokken opvangoperatoren maar ook belangrijke gevolgen inzake administratieve lasten zal hebben voor hen en de "Office de la Naissance et de l'Enfance", belast met het beheer van die erkenning en die subsidiëring, inzonderheid op het vlak van het organiseren en beheren van twee verschillende subsidiëeringssystemen gedurende hetzelfde burgerlijk jaar;

Dat dit besluit, om die opvangoperatoren continuïteit en stabiliteit te kunnen waarborgen, vóór het einde van de op 31 december 2017 vastgestelde overgangperiode moet worden goedgekeurd;

Gelet op het advies nr. 62.633/4 van de Raad van State, gegeven op 13 december 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de “gendertest” van 21 november 2017, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Vice-President en Minister van Cultuur en Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 26/1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, ingevoegd bij het besluit van 17 december 2014, worden de woorden “in artikel 35/1” vervangen door de woorden “in artikel 35, § 2”.

Art. 2. Artikel 26/3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 17 december 2014, wordt vervangen door de volgende tekst :

“Artikel 26/3. § 1. De “Office” kent een subsidie van type 2, op grond van artikel 35, § 2, van het decreet, toe aan de opvangoperatoren die voldoen aan alle volgende voorwaarden :

1^o de opvangoperator voldoet aan de erkenningsvoorwaarden van artikel 27 van het decreet. De opvangoperator die een opvang organiseert op het grondgebied van een gemeente waar er nog geen overeenkomstig de artikelen 23 tot 26 van het decreet erkend LCK-programma bestaat, kan de in artikel 27, § 2, 1^o van het decreet bepaalde afwijking genieten, op voorwaarde dat hij een aanvraag om hernieuwing van de erkenning om de 5 jaar indient overeenkomstig artikel 27 van het decreet;

2^o de operator wordt in een programmatie opgenomen overeenkomstig de artikelen 22/3 tot 22/5 van het “ONE”-decreet. Daartoe dient hij een volledig dossier in, dat minstens de bestanddelen inhoudt die bedoeld zijn in artikel 15, § 2, van het decreet en die uiterlijk één jaar na de indiening van het dossier worden bekrachtigd volgens een door de “Office” bepaalde procedure.

3^o de opvangoperator staat in voor een aanbod dat zorgt voor pedagogische en affectieve continuïteit en continuïteit in tijd en ruimte voor het kind en de ouders gedurende het hele jaar;

4^o de opvangoperator moet gezinnen de volgende opening aanbieden :

a) minstens 220 dagen per jaar, waarbij de feestdagen die tijdens de opningsweken van de opvangoperator vallen als opningsdagen worden beschouwd;

b) gedurende de schoolperiodes : minstens 23,5 uur per week met minstens 16 uur per week voor elke opvangplaats, verdeeld over maandag tot vrijdag.

In afwijking daarvan, wanneer de opvangoperator de opvang van een zelfde groep kinderen over verschillende plaatsen op verschillende tijdstippen van de week organiseert om een opvang van betere kwaliteit aan te bieden, worden de uurroosters van de verschillende plaatsen die dezelfde groep kinderen opvangen, gecumuleerd, om na te kijken of de voorwaarde van 16 uur opening per opvangplaats vervuld wordt;

c) gedurende de schoolvakantieperiodes : minstens 7 weken, toegankelijk minstens 10 uur per dag;

5^o de opvangoperator heeft een opvangproject dat in overeenstemming is met het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode. Dat project is volledig, als het een huishoudelijk reglement bevat.

De opvangoperator ontwikkelt een plan voor de verbetering van de kwaliteit volgens een model dat door de “Office” wordt bepaald. Dat plan wordt om de vijf jaar hernieuwd;

6^o de opvangoperator werft opvang- en begeleidingspersoneel aan waarvan het uittreksel uit het Strafregister dat wordt uitgereikt overeenkomstig artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering, vrij is van alle beslissingen of veroordelingen voor feiten die ten aanzien van een minderjarige werden gepleegd en vrij van elk verbod om een activiteit uit te oefenen waarbij hij in contact met minderjarigen zou komen, beslist door een onderzoeksrechter of –gerecht met toepassing van artikel 35, § 1, tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis;

7^o de opvangoperator biedt minstens een begeleiding door minstens een buitenschoolse opvangpersoon voor 14 kinderen. Dat begeleidingscijfer wordt berekend door het aantal aanwezigheidsdagen gedurende een burgerlijk jaar te delen door het werkelijk aantal opningsdagen gedurende het betrokken jaar en door het totaal aantal buitenschoolse opvangpersonen, in voltijs equivalent berekend.

De personen die in aanmerking komen voor de begeleidingsnormen zijn :

a) de personen die bij een arbeidsovereenkomst worden aangeworven overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en die voldoen aan de in de artikelen 18 tot 20 van het decreet vermelde eisen inzake kwalificatie;

b) de statutaire personeelsleden van het openbaar ambt, die voldoen aan de eisen inzake kwalificatie, vermeld in de artikelen 18 tot 20 van het decreet.

§ 2. In het kader van de in § 1, 2^o, bedoelde programmatie, en binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, kent de “Office” aan elke in die programmatie opgenomen opvangoperator het volgende toe :

1. de erkenning, als hij nog niet erkend is na controle van de naleving van de in artikel 27 van het decreet bedoelde erkenningsvoorwaarden;

2. het recht op de subsidie van type 2 voor een subsidieerbare capaciteit die hij bepaalt en die overeenstemt met het aantal subsidieerbare aanwezigheidsdagen over een periode van één jaar.

De subsidieerbare capaciteit kan lager zijn dan of gelijk zijn aan de opvangcapaciteit van de opvangoperator.

Bij verlies van de steun en subsidies voor tewerkstelling, afgetrokken van de in artikel 26/4, § 1, tweede lid, bedoelde jaarsubsidie, kan de “Office” een voor subsidiëring in aanmerking komende nieuwe capaciteit vaststellen.”.

Art. 3. Artikel 26/4 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 17 december 2014, wordt vervangen als volgt :

“Artikel 26/4, § 1. Voor elke erkende en gesubsidieerde opvangoperator van type 2, kent de “Office” een jaarlijkse subsidie toe, berekend op grond van de voor subsidiëring in aanmerking komende capaciteit, vastgesteld krachtens artikel 26/3, § 2), en samengesteld als volgt :

1° de som van de geïndividualiseerde vaste bedragen “buitenschoolse opvangpersonen”.

Dat vaste bedrag wordt door de “Office” bepaald, die daartoe de volgende gegevens in aanmerking neemt : de bruto bezoldiging, berekend op grond van hoogstens de referentiebarema's, vastgesteld in bijlage 6 van dit besluit en van de gemiddelde anciënniteit van de buitenschoolse opvangpersonen die hun ambt uitoefenen binnen de opvangoperator en waarvan de loonlast door die subsidie wordt gedekt, de werkgeverslasten, berekend op grond van de bruto bezoldiging met als maximumbedrag de in bijlage 6 opgenomen barema's, de werkgeverslasten buiten RSZ, het vakantiegeld en de eindejaarstoelage en de RSZ-lasten in verband daarmee.

De “Office” kent de opvangoperator een aantal vaste bedragen op grond van zijn in voor subsidiëring in aanmerking komende capaciteit, bepaald in artikel 26/3, § 2, en de volgende normen :

a) één vierde tijd per volledige schijf van 770 voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen tussen de eerste en de 7.700ste voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdag;

b) een halve tijd per volledige schijf van 1.540 voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen vanaf de 7.701ste voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdag;

2° de som van de geïndividualiseerde vaste bedragen “ project-verantwoordelijke”.

Dat vaste bedrag wordt door de “Office” bepaald, die daartoe de volgende gegevens in aanmerking neemt : de bruto bezoldiging, berekend op grond van hoogstens de referentiebarema's, vastgesteld in bijlage 6 van dit besluit, en van de gemiddelde anciënniteit van de voor de project-verantwoordelijken die hun ambt uitoefenen bij de opvangoperator en waarvan de loonlast door die subsidie wordt gedekt, de werkgeverslasten, berekend op grond van de bruto bezoldiging met als maximumbedrag de in bijlage 6 opgenomen barema's, de werkgeverslasten buiten RSZ, het vakantiegeld en de eindejaarstoelage en de RSZ-lasten in verband daarmee.

De “Office” kent de opvangoperator een aantal vaste bedragen op grond van zijn voor subsidiëring in aanmerking komende capaciteit, bepaald in artikel 26/3, § 2, en de volgende normen :

a) één vierde tijd per volledige schijf van 7700 voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen tussen de eerste en de 15.400ste voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdag;

b) een halve tijd per volledige schijf van 15400 voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen vanaf de 15.401ste voor subsidie in aanmerking komende aanwezigheidsdag.

Indien de opvangoperator subsidies voor een flexibele buitenschoolse opvang ontvangt krachtens artikel 35/1 van het decreet, worden de voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen die worden opgenomen in de voor subsidie in aanmerking komende flexibele buitenschoolse opvang bedoeld in artikel 26/10, § 2, van dit besluit, opgeteld bij de voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen opgenomen in de voor subsidiëring in aanmerking komende capaciteit van de buitenschoolse opvang bedoeld in artikel 26/3, § 2, om het aantal vaste bedragen “project-verantwoordelijke” waarop ze aanspraak kunnen maken, te berekenen;

3° Het vaste bedrag “werkingskosten” waarvan het bedrag overeenstemt met 10 % van de som van de in de punten 1 en 2 vermelde vaste bedragen vóór de in het tweede lid van paragraaf 1 bedoelde aftrekkingen.

De “Office” trekt van de in de punten 1° en 2° bedoelde vaste bedragen de steungelden voor tewerkstelling die door de Gewesten worden toegekend af, met inbegrip van de verminderingen van de bijdragen inzake sociale zekerheid, en de subsidies voor tewerkstelling toegekend bij een andere wets-, decreet- of verordeningsbepaling, bestemd voor posten van buitenschoolse opvangpersoon en project-verantwoordelijke.

In afwijking van het vorige lid, worden de steungelden en subsidies voor tewerkstelling voor het dekken van de loonlasten van de werkposten “buitenschoolse opvangpersoon” en “project-verantwoordelijke”, die komen boven de som van de in de punten 1° en 2° bedoelde vaste bedragen, niet afgetrokken van de in de punten 1° en 2° bedoelde vaste bedragen.

Indien de opvangoperator een FESC-project is en als hij ook erkend is krachtens het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten en indien hij in 2016 een compenserende subsidie heeft genoten die vastgesteld was met toepassing van artikel 30/3, wordt het aantal voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen van het(de) betrokken huiswerkinstituut(uten) vermeerderd met 50 % om het aantal vaste bedragen “buitenschoolse opvangpersoon” en “project-verantwoordelijke”, bedoeld in de punten 1° en 2° van het eerste lid, te berekenen.

§ 2. De som van de in § 1 vermelde vaste bedragen, afgetrokken steungelden en subsidies voor tewerkstelling, maakt het maximumbedrag uit van de subsidie van type 2 dat jaarlijks door de “Office” wordt toegekend.

De financiële bijdragen van ouders worden niet van dat bedrag afgetrokken.

§ 3. De in bijlage 6 van dit besluit bepaalde referentiebarema's zijn gekoppeld aan de schommeling van het indexcijfer van de consumptieprijzen, die de automatische indexering van lonen bepaalt.

Art. 4. § 1. In artikel 26/5 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 17 december 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden “ 1 oktober tot 30 september van het volgende jaar” vervangen door de woorden “1 januari tot 31 december van elk jaar”.

2° a) in § 2,

a) in het eerste lid, worden de woorden “met 20 %” vervangen door de woorden “met 22,5 %”;

b) in het tweede lid, eerste streepje, worden de woorden “van het geheel van de aanwezigheidsdagen die op de erkende en gesubsidieerde plaatsen van type 2 gedurende het afgelopen trimester werden gepresteerd” vervangen door de woorden “van de activiteit, te weten het aantal aanwezigheidsdagen die op elke erkende en gesubsidieerde plaats van type 2 gedurende het afgelopen trimester werden gepresteerd”;

3° in § 3, eerste lid, worden de woorden “december van” vervangen door de woorden “maart volgend op”, en wordt het woord “ONE” vervangen door het woord “Office”.

§ 2. Artikel 26/5 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 17 december 2014, wordt aangevuld met paragraaf 4, luidend als volgt : “§ 4. Na de in de §§ 2 en 3 vastgestelde termijn, is de aanvraag van rechtswege onontvankelijk, behalve bij overmacht.”.

Art. 5. In artikel 26/7 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden “een andere overheid” vervangen door de woorden “een andere wets-, decreet- of verordeningsbepaling”;

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de woorden “, alsook de vergoedingen voor vrijwilligerswerk”;

3° paragraaf 3 van artikel 26/7 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Het in § 1 bedoelde personeelslid kan voor een gelijk ambt in bepaalde gevallen worden aangewezen voor andere opdrachten dan de buitenschoolse opvang die worden georganiseerd door de opvangoperator waarvoor het gewoon werkt.”.

Art. 6. In artikel 26/8 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 17 december 2014, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 7. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van onderafdeling 2 van afdeling IV van hoofdstuk 9, ingevoegd bij het besluit van 17 december 2014, vervangen door hetgeen volgt : “Voorwaarden voor de toekenning van de aanvullende subsidie en berekening van het jaarlijkse bedrag van de subsidie”.

Art. 8. Artikel 26/10 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 17 december 2014, wordt vervangen als volgt :

“Artikel 26/10. § 1. De “Office” kent een aanvullende subsidie toe, op grond van artikel 35/1 van het decreet, aan de opvangoperatoren die voldoen aan alle volgende voorwaarden :

1° de opvangoperator is erkend krachtens artikel 27 van het decreet en krijgt een subsidie van type 1 of 2 op basis van artikel 35, § 1 of § 2 voor de betrokken plaats;

2° de opvangoperator wordt in een programmatie opgenomen overeenkomstig de artikelen 22/3 tot 22/5 van het O.N.E.-decreet.

Daartoe dient hij een volledig dossier in dat minstens de in artikel 15, § 2, van het decreet bedoelde gegevens bevat die uiterlijk worden bekrachtigd in het jaar volgend op de indiening van het dossier volgens een door de “Office” bepaalde procedure;

3° de opvangoperator moet, op de betrokken opvangplaats, de volgende opening aanbieden :

a) minstens 220 dagen per jaar, waarbij de feestdagen die tijdens de openingsweken van de opvangoperator vallen als openingsdagen worden beschouwd;

b) gedurende het schooljaar, minstens 15 uur, gemiddeld per trimester, in flexibele perioden verdeeld van maandag tot vrijdag, naast de uren die voor de subsidie van type 1 of 2 in aanmerking komen;

c) gedurende de schoolvakantieperiode : minstens 9 uur, in flexibele perioden verdeeld van maandag tot vrijdag, naast de uren die voor de subsidie van type 1 of 2 in aanmerking komen;

4° de opvangoperator kan een financiële bijdrage van hoogstens 2 euro per uur voor de flexibele periodes aanvragen. Dat bedrag wordt vanaf het burgerlijk jaar 2018 geïndexeerd door toepassing op de bedragen van het voorafgaande burgerlijk jaar van de verhouding tussen het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari van het lopende burgerlijk jaar en het indexcijfer van januari van het voorafgaande burgerlijk jaar;

5° de opvangoperator heeft een opvangproject dat in overeenstemming is met het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode. Het moet beantwoorden aan de kenmerken van dat type opvang, inzonderheid de verschoven uurroosters, het belang van de informatieovergang, de zorg voor het ritme van de tijdsbesteding van kinderen. Dat project is volledig, als het een huishoudelijk reglement bevat.

De opvangoperator ontwikkelt een plan voor de verbetering van de kwaliteit volgens een model dat door de “Office” wordt bepaald. Dat plan wordt om de vijf jaar hernieuwd;

6° de opvangoperator werft opvang- en begeleidingspersoneel aan waarvan het uittreksel uit het Strafrechtregister dat wordt uitgereikt overeenkomstig artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering, vrij is van alle beslissingen of veroordelingen voor feiten die ten aanzien van een minderjarige werden gepleegd en vrij van elk verbod om een activiteit uit te oefenen waarbij het in contact met minderjarigen zou komen, beslist door een onderzoeksrechter of –gerecht met toepassing van artikel 35, § 1, tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis;

7° de opvangoperator biedt voor elke opvangplaats minstens een begeleiding door een buitenschoolse opvangpersoon voor 12 aanwezige kinderen.

De personen die in aanmerking komen voor de begeleidingsnormen zijn :

a) de personen die bij een arbeidsovereenkomst worden aangeworven overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en die voldoen aan de in de artikelen 18 tot 20 van het decreet vermelde eisen inzake kwalificatie;

b) de statutaire personeelsleden van het openbaar ambt, die voldoen aan de eisen inzake kwalificatie, vermeld in de artikelen 18 tot 20 van het decreet.

§ 2. In het kader van de in § 1, 2°, bedoelde programmatie, en binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, kent de “Office” aan elke in die programmatie opgenomen opvangoperator het recht op de aanvullende subsidiëring toe voor een voor subsidiëring in aanmerking komende capaciteit die hij bepaalt en die overeenstemt met het aantal voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen.

De subsidiëerbare capaciteit kan lager zijn dan of gelijk zijn aan de opvangcapaciteit van de opvangoperator.

Bij verlies van de steun en subsidies voor tewerkstelling, bedoeld bij artikel 26/11, § 1, tweede lid, kan de “Office” een voor subsidie in aanmerking komende nieuwe capaciteit vaststellen.”.

Art. 9. Artikel 26/11 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 17 december 2014, wordt vervangen als volgt :

“Artikel 26/11. § 1. Voor elke gesubsidieerde opvangoperator voor een flexibele buitenschoolse opvang, kent de “Office” een jaarlijkse subsidie toe, berekend op grond van de voor subsidie in aanmerking komende capaciteit vastgesteld krachtens artikel 26/10, § 2), en samengesteld uit de twee volgende delen :

1° de som van de geïndividualiseerde vaste bedragen “buitenschoolse opvangpersonen”.

Dat vaste bedrag wordt door de “Office” bepaald, die daartoe de volgende gegevens in aanmerking neemt : de bruto bezoldiging, berekend op grond van hoogstens de referentiebarema's, vastgesteld in bijlage 6 van dit besluit, en van de gemiddelde anciënniteit van de buitenschoolse opvangpersonen die hun ambt uitoefenen binnen de opvangoperator en waarvan de loonlast door die subsidie wordt gedekt, de werkgeverslasten, berekend op grond van de bruto bezoldiging met als maximumbedrag de in bijlage 6 opgenomen barema's, de werkgeverslasten buiten RSZ, het vakantiegeld en de eindejaarstoelagen en de RSZ-lasten in verband daarmee.

De “Office” kent de opvangoperator een aantal vaste bedragen op grond van zijn voor subsidiëring in aanmerking komende capaciteit, bepaald in artikel 26/10, § 2, en de normen van een halve tijd per volledige schijf van 2.023 voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen. In afwijking daarvan, wordt het eerste vaste bedrag reeds vanaf de eerste voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdag toegekend;

2° het vaste bedrag “werkingskosten” dat overeenstemt met 15 % van de som van de in punt 1° vermelde vaste bedragen, vóór de aftrekkingen bepaald in het tweede lid van paragraaf 1.

De “Office” trekt van de in punt 1° bedoelde vaste bedragen de steungelden voor tewerkstelling die door de Gewesten worden toegekend af, met inbegrip van de verminderingen van de bijdragen inzake sociale zekerheid, en de subsidie voor tewerkstelling toegekend bij een andere wets-, decreet- of verordeningbepaling, bestemd voor posten van buitenschoolse opvangpersoon of project-verantwoordelijke in de flexibele buitenschoolse opvang.

In afwijking van het vorige lid, worden de steungelden en subsidies voor tewerkstelling voor het dekken van de loonlasten van de werkposten “buitenschoolse opvangpersoon” en “project-verantwoordelijke”, die komen boven de som van de in de punten 1° en 2° bedoelde vaste bedragen, in voltijds equivalent berekend, niet afgetrokken van de in de punten 1° en 2° bedoelde vaste bedragen.

Indien de opvangoperator een FESC-project is en als hij ook erkend is krachtens het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten en indien hij in 2016 een compenserende subsidie heeft genoten die vastgesteld was met toepassing van artikel 30/3, wordt het aantal voor subsidiëring in aanmerking komende aanwezigheidsdagen van het(de) betrokken huiswerkinstituut(uten) vermeerderd met 50 % om het aantal vaste bedragen “buitenschoolse opvangpersoon” en “verantwoordelijke voor een project”, bedoeld in de punten 1° en 2° van het eerste lid te berekenen.

§ 2. De som van de in § 1 vermelde vaste bedragen, afgetrokken steungelden en subsidies voor tewerkstelling, maakt het maximumbedrag uit van de subsidie van type 2 dat jaarlijks wordt toegekend.

De financiële bijdragen van ouders worden niet van dat bedrag afgetrokken.

§ 3. De in bijlage 6 van dit besluit bepaalde referentiebarema's zijn gekoppeld aan de schommeling van het indexcijfer van de consumptieprijzen, die de automatische indexering van lonen bepaalt.

Art. 10. § 1. In artikel 30/1 van hetzelfde besluit, vijfde lid, ingevoegd bij het besluit van 17 december 2014, worden de woorden “van artikel 27/7” vervangen door de woorden “van artikel 26/6”.

§ 2. In artikel 30/1 van hetzelfde besluit, wordt het zevende lid vervangen als volgt :

“Op het einde van de overgangperiode, stelt de “Office” de voor subsidiëring in aanmerking komende capaciteit van de FESC-projecten met toepassing van dit besluit vast en erkent die van ambtswege, uiterlijk één jaar na het einde van de overgangperiode, nadat ze hebben nagekeken of ze de bij dit decreet bedoelde bepalingen naleven. De “Office” deelt aan elk van de operatoren de erkenningsbeslissing(en) die ze aangaan en aan elke gemeente die over een LCK-programma beschikt de erkenningsbeslissingen betreffende de FESC-projecten die op haar grondgebied werkzaam zijn mee.”.

Art. 11. In hoofdstuk X van hetzelfde besluit, wordt een artikel 30/1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 30/1/1. De FESC-projecten die, op het einde van de bij artikel 30/1 bedoelde overgangperiode, niet voldoen aan de voorwaarden voor de buitenschoolse opvang van type 2, zoals bepaald bij artikel 26/3, of aan de voorwaarden voor de subsidiëring van de flexibele buitenschoolse opvang zoals bepaald bij artikel 26/10, genieten een aanpassingsperiode van 2 jaar om zich naar de criteria te schikken.

Gedurende die aanpassingsperiode, kent de “Office” een subsidie toe voor de FESC-projecten die voor die periode in aanmerking komen, waarvan het bedrag gelijk is aan het bedrag dat gedurende de overgangperiode wordt ontvangen, geïndexeerd door op de bedragen van het voorafgaande burgerlijk jaar de verhouding toe te passen tussen het gezondheidsindexcijfer van januari van het lopende burgerlijk jaar en het indexcijfer van het voorafgaande burgerlijk jaar.”.

Art. 12. Artikel 30/3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 17 december 2014, worden de woorden “als huiswerkinstituut of vakantiecentrum werd gesubsidieerd” vervangen door de woorden “werd gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten, krachtens het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra of artikel 35, § 1 van het decreet, als opvangoperator voor buitenschoolse opvang van type 1”.

Art. 13. In hoofdstuk X van hetzelfde besluit, worden de artikelen 30/5 tot 30/8 ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 30/5. In afwijking van artikel 26/3, na de overgangperiode bedoeld in artikel 30/1, kan de “Office” de subsidie van type 2 aan de FESC-projecten toekennen waarvan het begeleidingscijfer minder goed is dan het cijfer dat bedoeld is bij 7° van hetzelfde artikel voor het geheel van de opvangcapaciteit, voor zover :

1° de voor subsidiëring in aanmerking komende capaciteit bepaald krachtens artikel 26/3, § 2, lager is dan de opvangcapaciteit;

2° de opvangoperator leeft de nadere regels van artikel 16, 1, van het decreet na;

3° de operator waarborgt het behoud van het volume van statutaire en/of contractuele betrekkingen binnen de betrokken opvang.

Artikel 30/6. In afwijking van artikel 26/7, § 1, voor de FESC –projecten, kan de subsidie van type 2 loonlasten dekken van personen die een ander ambt dan buitenschoolse opvangpersoon of project-verantwoordelijke uitoefenen, voor zover die loonlasten vroeger werden gedekt door de FESC-subsidie in 2014 en zolang de personen nog altijd hun ambt uitoefenen.

Bij verandering van een persoon, moet de subsidie van type 2 prioritair nieuw worden bestemd voor personen die het ambt van buitenschoolse opvangpersoon of project-verantwoordelijke uitoefenen.

De opvangoperator die deze afwijking gebruikt moet overigens het in artikel 26/3, 7° bedoelde begeleidingscijfer in acht nemen.

Artikel 30/7. In afwijking van artikel 26/7, § 2, is het deel van de subsidie van type 2 voor het dekken van de werkingskosten niet beperkt voor de FESC-projecten die erkend zijn krachtens het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten en die in 2016 een compenserende subsidie hebben genoten die met toepassing van artikel 30/3 werd vastgesteld.

Artikel 30/8. In afwijking van artikel 26/3, 4°, na de overgangperiode bedoeld in artikel 30/1, kent de “Office” de subsidie van type 2 toe aan FESC-projecten die eveneens erkend zijn krachtens het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten en die in 2016 een compenserende subsidie hebben ontvangen die met toepassing van artikel 30/3 werd vastgesteld, ook al bereiken de openingstijden niet het in punt 4° bedoelde minimum, maar voor zover ze een opvang organiseren die het volgende aanbiedt :

- a) minstens 220 dagen per jaar, waarbij de feestdagen die vallen gedurende de openingsweken van de opvangoperator als open dagen worden beschouwd;
- b) gedurende de schoolperiodes : minstens 16 uur per week, verdeeld van maandag tot vrijdag;
- c) gedurende de schoolvakantieperiodes : minstens 7 weken met een toegankelijkheid van minstens 9 uur per dag.”.

Art. 14. De Minister bevoegd voor het kinderbeleid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

Brussel, 20 december 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/10137]

20 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des Milieux d'accueil

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », tel que modifié, l'article 3;

Vu le décret de la Communauté française du 26 mars 2009 modifiant le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. » et le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, l'article 35;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des Milieux d'accueil, tel que modifié, l'article 165ter, § 1^{er};

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 23 novembre 2017;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 novembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 décembre 2017;

Vu l'urgence motivée par le fait que la période transitoire se clôture le 31 décembre 2017;

Que le Gouvernement de la Communauté française avait prévu la période transitoire en 2014 afin de maintenir l'offre d'accueil des opérateurs et sauvegarder les emplois existants le temps de construire une réglementation qui s'intègre de manière cohérente dans le secteur de l'accueil des enfants âgés de 0 à 3 ans en Fédération Wallonie-Bruxelles;

Que cette future réglementation doit pouvoir prendre en compte non seulement les opérateurs subventionnés précédemment par le FESC mais également tous les autres opérateurs qui organisent de tels types d'accueil;

Que l'Office de la Naissance et de l'Enfance et le Gouvernement de la Communauté française n'ont pas encore trouvé la manière la plus adéquate de répondre à cet défi tenant compte des enjeux budgétaires que cela implique;

Qu'au-delà de la fin de la période transitoire, l'Office de la Naissance et de l'Enfance ne dispose plus de base réglementaire pour octroyer les subventions aux opérateurs subventionnés précédemment pour le FESC;

Que, dès lors, les opérateurs concernés se retrouveront sans cette prolongation, en grande difficulté financière et que la plupart d'entre eux se verront contraint d'arrêter le service offert aux familles et devront licencier le personnel;

Qu'il convient de garantir la continuité et la stabilité à ces opérateurs d'accueil;

Vu l'avis n° 62.633/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 décembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le « test genre » du 21 novembre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;